

Non à la fusion GDF-Suez!



Le parlement français mène actuellement un débat sur la proposition de fusion entre l'entreprise publique GDF et la multinationale Suez. La fusion représenterait de fait la fin de la distribution publique de gaz en France puisque, au cours de cette opération, GDF deviendrait une société privée par actions. La participation de l'Etat baisserait de 80,2% à 34%. Le parti d'opposition de gauche met tout en oeuvre pour éviter que le projet de loi ne soit adopté avant les prochaines élections présidentielles en 2007. Il a présenté 137.449 amendements au projet et provoqué plusieurs interruptions lors des sessions quotidiennes. Si tous les amendements sont discutés, le projet ne sera probablement pas adopté avant huit ans. 94% des employés de GDF ont voté contre la fusion. Les 11 et 12 septembre, des travailleurs(euses) ont manifesté contre ce projet dans tout le pays. Certains ont mis en scène des parodies de « mariages » entre GDF et EDF, l'entreprise d'électricité privatisée en 2005. Pour plus d'informations, voir http://www.rfi.fr/actufr/articles/081/article_45980.asp.



Le Royaume-Uni suspend sa contribution à la Banque mondiale

Le Royaume-Uni refuse de verser 50 millions de livres à la Banque mondiale pour protester contre les conditions auxquelles sont subordonnés les prêts et les subventions, qui forcent les pays pauvres à adopter des politiques économiques de libéralisation des marchés et de vente des services publics. Ces conditions réduisent la capacité des gouvernements à gérer l'économie de leur pays. La Banque met l'accent sur la lutte contre la corruption, mais Hilary Benn, le ministre britannique de la Coopération internationale, estime que la Banque a le devoir d'aider les pauvres en dépit des actions de leur gouvernement. L'an dernier, le Royaume-Uni a donné 1,3 milliard de livres à la Banque mondiale pour aider les pays pauvres et a promis 50 millions de livres pour 2007 à condition que la Banque réduise les exigences auxquelles l'aide est soumise. Par conséquent, M. Benn a déclaré qu'il suspendrait l'octroi de cette somme jusqu'à ce que la Banque mondiale assouplisse sa position en matière de libéralisation économique. Pour de plus amples informations, voir <http://www.cyberpresse.ca/article/20060914/CPACTUALITES/609141021>.

Oxfam: Les services publics sont essentiels



Ce nouveau rapport d'Oxfam, **Dans l'intérêt du public: santé, éducation, eau et assainissement pour tous**, exhorte les gouvernements des pays en développement à consacrer une proportion plus élevée de leur budget à la mise en place de ces services vitaux pour les citoyens. Les pays riches et la Banque mondiale font l'objet de critiques pour leur appui à des projets inappropriés du secteur privé visant l'approvisionnement en eau et la santé qui amenuise la capacité des gouvernements de fournir des services

publics. Le rapport indique que la prospérité des pays riches s'est édifiée sur des services publics universels. «Il y a cent ans, l'espérance de vie en Europe était comparable à celle que connaît l'Afrique d'aujourd'hui», affirme Bernice Romero, des campagnes et du plaidoyer d'Oxfam International. «C'est seulement grâce à des programmes publics efficaces que nous avons enrayer les maladies et créé une main-d'œuvre instruite, la pierre angulaire de notre richesse actuelle.» Voir http://www.oxfam.org/fr/news/2006/pr060901_essential_services?set_language=fr.



Le Salvador ratifie les conventions fondamentales de l'OIT

Le 29 août, après plusieurs années de pressions exercées par des organisations syndicales, le gouvernement du Salvador a ratifié les Conventions 87, 98, 135 et 151 de l'OIT qui garantissent le droit de syndicalisation et de négociation collective des travailleurs(euses). La ratification a également été une condition préalable au maintien

des tarifs préférentiels octroyés par l'Union européenne. Le Congrès a adopté des amendements à la loi sur la fonction publique qui autorisent la création de plusieurs syndicats par institution et étendent le droit d'organisation et de négociation collective à d'autres secteurs, tels que les services policiers et judiciaires. Bien qu'il s'agisse d'une victoire pour le mouvement syndical au Salvador, le nouveau projet de loi introduit également des réglementations qui interdisent aux syndicats de s'affilier à des fédérations. Par ailleurs, il n'interdit pas officiellement aux directions de s'immiscer dans les affaires des syndicats. Selon Ricardo Calderon, le Secrétaire général de la Confédération des travailleurs(euses) du Salvador, les ratifications représentent un pas historique dans la bonne direction, en dépit de ces restrictions.

Aide au Liban



Suite aux questions soulevées par plusieurs syndicats concernant la meilleure manière d'apporter une aide solidaire au Liban, les Syndicats mondiaux proposent que l'aide soit envoyée par l'intermédiaire de la Croix-Rouge libanaise, qui est membre de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (voir www.ifrc.org/fr/where/country/cn6.asp?countryid=101).

Des dons peuvent être faits par la Croix-Rouge ou le Croissant-Rouge national de votre pays ou par le biais de la Fédération internationale

(http://donate.ifrc.org/donate_response_fr.asp). Vous pouvez également contacter la Croix-Rouge libanaise sur www.dm.net.lb/redcross/. Au vu des besoins énormes en matière d'aide humanitaire, toute contribution sera la bienvenue.

Debout contre la pauvreté!



Dans le cadre du Mois d'action internationale contre la pauvreté, la Campagne du Millénaire lance une initiative visant à atteindre, les 15 et 16 octobre, le record mondial Guinness officiel du plus grand nombre de personnes se levant en signe de protestation contre la pauvreté. La manifestation a pour objectif de sensibiliser aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et d'attirer publiquement l'attention des décideurs sur le soutien international croissant en faveur des OMD. Tous les travailleurs(euses) sont invités à se lever contre la pauvreté pendant une minute entre le 15 octobre à 10h (GMT) et le 16 octobre à 10h (GMT). Pour plus d'informations sur la manière d'organiser votre manifestation, voir <http://www.abolissonslapauvrete.ca/e/take-action/e-alerts/2006-09-22.html#f> ou en anglais: <http://www.millenniumcampaign.org/site/pp.asp?c=grKVL2NLE&b=2024079>.

Réforme des services municipaux

Les affiliés de l'ISP en Europe centrale ont organisé deux conférences sur la réforme des services municipaux (Serbie en 2005 et Bosnie-Herzégovine en 2006). Une déclaration conjointe sera soumise au Conseil exécutif de l'ISP et aux organes de l'OIT concernés. Les revendications des affiliés sont notamment les suivantes :

- Les syndicats devraient être consultés et participer pleinement à la réforme
- Le processus doit être transparent pour le public et les travailleurs(euses)
- Les réglementations doivent être conformes au droit européen.

Plusieurs affiliés prévoient de développer une confédération sous-régionale de syndicats municipaux afin de répondre aux défis de la restructuration dans ce secteur. L'ISP soutient vivement cette initiative.



Corée : le syndicat de la santé signe une convention collective



Après plusieurs mois de négociations et une grève nationale, l'affilié de l'ISP Korean Health and Medical Workers' Union (KHMWU) a signé sa toute première convention collective avec des directeurs d'hôpitaux. L'accord couvre les points suivants : la création d'un comité tripartite sur le secteur de

la santé ; l'organisation d'une campagne conjointe direction/syndicat sur la politique de la santé ; la régularisation de la situation des travailleurs(euses) informels et sous-traités ; l'augmentation du personnel pour établir une semaine de travail de cinq jours ; la création de bureaux d'information sur l'assurance nationale de santé et de services de garde d'enfants dans les hôpitaux ; le renforcement des mesures de sécurité et de santé sur le lieu de travail ainsi que des augmentations de salaires entre 3,5% et 5,54%.

La moitié des migrants sont des femmes



Un nouveau rapport de l'ONU révèle qu'il existe 95 millions de femmes et de filles migrantes, ce qui représente la moitié de tous les migrants internationaux. Le rapport sur l'état de la population mondiale, Vers l'espoir : les femmes et la migration internationale, exhorte les gouvernements et les particuliers à reconnaître et à apprécier les

contributions des femmes migrantes, ainsi qu'à promouvoir et à respecter leurs droits humains. L'an dernier, les femmes migrantes ont envoyé quelque 232 milliards de dollars à leurs pays d'origine et, bien qu'elles gagnent moins que les hommes, elles envoient une part plus élevée de leurs revenus à leurs familles restées dans leur pays.

Voir http://www.unfpa.org/upload/lib_pub_file/651_filename_sowp06-fr.pdf.



Privatisation du NHS – les travailleurs(euses) en grève

Le Système de santé public britannique (National Health Service) a vendu ses services de livraison et de distribution à l'entreprise allemande DHL.

Avec Novation, son partenaire basé au Texas, DHL prendra le contrôle de la logistique du NHS – qui fournit des repas, de la literie et du matériel aux

hôpitaux – à l'occasion de la plus grande privatisation jamais réalisée au NHS. UNISON, le premier syndicat du NHS, prévoit de riposter par une grève. Karen Jennings, responsable de la santé à UNISON, a déclaré : «C'est un jour très triste pour le NHS. Le gouvernement n'a écouté ni les travailleurs ni la raison. Le personnel du NHS surveillera cette opération de privatisation, qui, pour beaucoup de gens, ne fait que préfigurer l'avenir. Pourquoi dissoudre l'équipe gagnante qu'est le

service logistique du NHS et le vendre à une entreprise de livraison allemande ? Cela paraît absurde puisqu'il ne fait aucun doute que le service logistique du NHS est un remarquable succès. Nous lutterons pour maintenir ces emplois au sein du NHS ». Voir

<http://www.unison.org.uk/healthcare/NHSlogistics/>.

Programme conjoint OIT/SFI pour contrôler les normes de travail



L'OIT et la SFI (Société financière internationale) ont annoncé leur collaboration au « Better Work Programme» (Programme pour améliorer les emplois) qui développera des outils pour contrôler les normes de travail et mettra en place des systèmes de mesures correctives. Un communiqué conjoint annonce que le programme

lancera des projets pilotes dans trois régions et qu'il vise à tirer parti du succès de la participation de l'OIT au programme Better Factories Cambodia, dont l'objectif est d'améliorer le respect des normes de travail internationales dans les usines de vêtements du Cambodge. Les projets seront également menés dans des plantations et dans les secteurs de l'industrie légère et de l'électronique. Depuis le 1er mai 2006, les entreprises débitrices sont tenues de respecter les normes fondamentales du travail de l'OIT si elles souhaitent obtenir des prêts de la SFI. Le communiqué est disponible (en anglais seulement) sur www.world-psi.org/content6



Lettre aux ministres du Commerce du G20

L'ISP a signé une lettre envoyée à tous les ministres du commerce du G20, qui se sont réunis à Rio de Janeiro le 8 septembre. Cette lettre les exhorte à rejeter toute reprise des négociations en cours dans le cadre du cycle de Doha de l'OMC. Ils sont encouragés à repartir sur de nouvelles bases, avec un programme qui respecte véritablement les besoins en matière de développement et qui réponde aux préoccupations de la majorité de la population mondiale. Pour lire la lettre en entier (en anglais), voir www.world-psi.org/G20.

RIT: numéro spécial sur les migrations



Le BIT vient de publier une série d'articles de fond sur les migrations de main-d'oeuvre. Ecrits par des spécialistes, ces articles parus dans la Revue internationale du Travail (RIT) traitent des programmes de migration temporaire, de la mondialisation du marché du travail des personnels de santé, des stratégies mises en place par la Chine pour rapatrier ses cerveaux et des effets de l'immigration sur l'emploi des nationaux en Italie. Ce numéro contient

aussi le compte rendu d'un symposium OIT/France sur l'internationalisation de l'emploi et une présentation de la nouvelle convention sur le travail maritime. Le dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement a eu lieu les 14 et 15 septembre au siège des Nations Unies, lors de l'ouverture de la 61e session de l'Assemblée générale. Le sommaire détaillé de la Revue internationale du Travail, vol. 145 (2006), no 1-2 est disponible à l'adresse:

www.ilo.org/public/french/support/publ/revue/sommaire/145-1-2.htm.

Focus sur la santé



L'ISP a créé un nouveau bulletin d'information électronique sur la santé, disponible en anglais, en français et en espagnol. Il traite des questions liées à la réforme du secteur de la santé, du VIH/sida, des soins infirmiers, et fournit des exemples du monde entier. Si vous souhaitez recevoir le bulletin d'information,

veuillez contacter communications@world-psi.org.

Réunions des IFI : certains groupes civils sont bannis



En vue des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI, qui ont lieu à Singapour du 19 au 20 septembre, les autorités de Singapour ont interdit à certains représentants de la société civile souhaitant participer à la réunion d'entrer dans le pays. Un communiqué de presse conjoint rédigé par sept organisations de la société civile basées aux Etats-Unis déclare que la répression contre la société

civile menace la crédibilité des IFI et « ...suscite des doutes sur la sincérité de la Banque, qui déclare vouloir donner une voix à la société civile dans les débats sur le développement ». La manifestation syndicale prévue à Singapour au cours de la réunion annuelle n'a pas été remise en question pour l'instant.

Les femmes influencent la réforme de l'ONU



L'ONU et la communauté internationale ont reconnu que l'égalité des genres est essentielle pour atteindre tous les Objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, les engagements pris en faveur de l'égalité des genres ne sont pas pleinement mis en œuvre et le financement des actions en faveur de cette cause est insuffisant dans les agences traditionnelles ou les mécanismes axés sur les femmes, tels que l'UNIFEM. Cet état de fait devrait

changer cette année suite aux activités d'un Comité de haut niveau sur la cohérence de l'ensemble des actions des Nations Unies dans ce domaine. Des femmes issues de groupes très variés préconisent la création d'un organe indépendant de l'ONU doté de ressources suffisantes. Il serait

dirigé par un(e) secrétaire général(e) adjoint(e), serait présent dans tous les pays et disposerait de capacités normative, opérationnelle et de surveillance. L'ISP et l'affilié canadien NUPGE soutiennent cette initiative. Pour de plus amples informations, voir www.wedo.org.

Conférence mondiale sur le SIDA à Toronto



«Le VIH/sida est un problème qui concerne le monde du travail» : tel était le principal message de la manifestation organisée par des employés d'hôtels, les représentants locaux de UNITE HERE ! et des syndicalistes participant à la Conférence mondiale sur le SIDA (du 13 au 18 août). Plus de cinquante travailleurs(euses) ont été suspendus par leur employeur, l'hôtel Delta Chelsea, pour avoir porté leur badge syndical sur le ruban rouge du VIH/sida. Le Secrétaire général

adjoint de l'ISP, Alan Leather, faisait partie de la délégation qui a rencontré la direction de l'hôtel pour exiger la réintégration des travailleurs(euses) suspendus. La presse a largement remis en question la décision de la direction, qui a décidé de réintégrer les travailleurs(euses) en l'espace de 12 heures.

La délégation syndicale à Toronto, composée notamment de deux délégués de l'ISP, Nelouise Geyer, coordinatrice du projet VIH/sida pour l'Afrique australe, et Jean-Marie Ndi du Cameroun, a saisi toutes les occasions lors de cette Conférence mondiale pour attirer l'attention des délégués sur le fait que le VIH/sida concerne vraiment le monde du travail. Les syndicats répondent au défi, mais il reste beaucoup à faire. Voir http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20060813/aids_hotel_workers_060818/20060818/

La vérité sur la destruction des syndicats

Avez-vous entendu parler du Réseau anti-syndicats? Il s'agit d'un réseau implanté aux Etats-Unis, bien financé et coordonné, qui s'efforce de limiter la capacité des travailleurs(euses) à adhérer aux syndicats. Le groupe de défense des droits des travailleurs(euses) American Rights at Work riposte en lançant un nouveau site Internet qui révèle les noms des personnes, des organisations et des organismes de financement qui tentent de limiter les droits des travailleurs(euses). Voir www.AntiUnionNetwork.org.



Ce que veulent les travailleurs

Le livre «What Workers Want» (Ce que veulent les travailleurs), publié pour la première fois en 1999, a été réédité en 2006 avec des données supplémentaires. Selon ses auteurs, Richard B. Freeman et Joel Rogers, le lieu de travail idéal pour les employés serait une organisation dirigée conjointement par eux-mêmes et leurs supérieurs, où les conflits entre personnel et direction seraient résolus par le biais d'un arbitrage indépendant.

Les travailleurs(euses) souhaitent avant tout se faire entendre. Ils aimeraient jouer un rôle plus important sur le lieu de travail (mais doutent de la volonté de la direction de partager le pouvoir) et sont persuadés que leur participation pourrait améliorer non seulement leur propre sort, mais également les perspectives de leur entreprise. Bon nombre de travailleurs(euses) non syndiqués sont favorables à la formation de syndicats et pratiquement tous les travailleurs(euses) syndiqués soutiennent fermement leur syndicat. La plupart des employé(e)s appuient la création de comités constitués de représentants élus du personnel et de la direction. Ces comités dirigeraient l'organisation et règleraient les conflits. Voir

http://www.cornellpress.cornell.edu/cup_detail.taf?ti_id=4586

La gestion des déchets ne doit pas changer de mains



Suite à la publication d'un rapport de la Commission de la productivité, qui recommande que les services de gestion des déchets soient placés sous la surveillance du gouvernement national, l'ASU, affilié de l'ISP en Australie, a lancé une campagne pour que ces services continuent à être contrôlés par les autorités locales. L'ASU estime que le transfert aurait des répercussions négatives sur la qualité du service et entraînerait des pertes d'emplois.

Dans sa réponse à la Commission de la productivité, l'ASU a fait remarquer que le gouvernement local est plus à même de fournir les services de santé essentiels par la gestion des déchets en raison de sa proximité à la communauté qui lui permet de mieux répondre à ses besoins. Les employés des gouvernements locaux fournissent un service de grande qualité car le secteur bénéficie de salaires plus élevés ainsi que de conditions d'emploi qui attirent et retiennent plus longtemps les personnes les plus compétentes. Les employés municipaux titulaires chargés de la gestion des déchets sont mieux placés pour gérer les questions liées à la sécurité dans les communautés locales. En effet, ils connaissent les conditions des routes locales, les rues présentant des difficultés, les passages piétons ainsi que les itinéraires qu'empruntent les enfants pour aller à l'école. Cela leur permet d'améliorer la sécurité et la propreté des communautés.

Pour plus d'informations http://www.asu.asn.au/media/localgovt/20060828_waste.html.

Les ministres de la Guinée perdent leurs voitures de luxe



En Guinée, les ministres ne sont plus autorisés à conduire leurs véhicules tout-terrain de luxe. Le Président a fait confisquer les voitures, ce qui a été applaudi par la population, qui espère que c'est le prélude à de nouvelles réformes économiques. Un habitant de Conakry a déclaré : « Je ne peux qu'espérer que le gouvernement prendra des décisions similaires dans d'autres domaines pour améliorer la situation ». En Guinée, le taux d'inflation a atteint 30% et la plupart des ménages peuvent à peine se permettre un repas par jour. Les politiques se déplacent désormais dans des voitures sensiblement plus petites.

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message.

International des Services Publics
www.world-psi.org communications@world-psi.org